

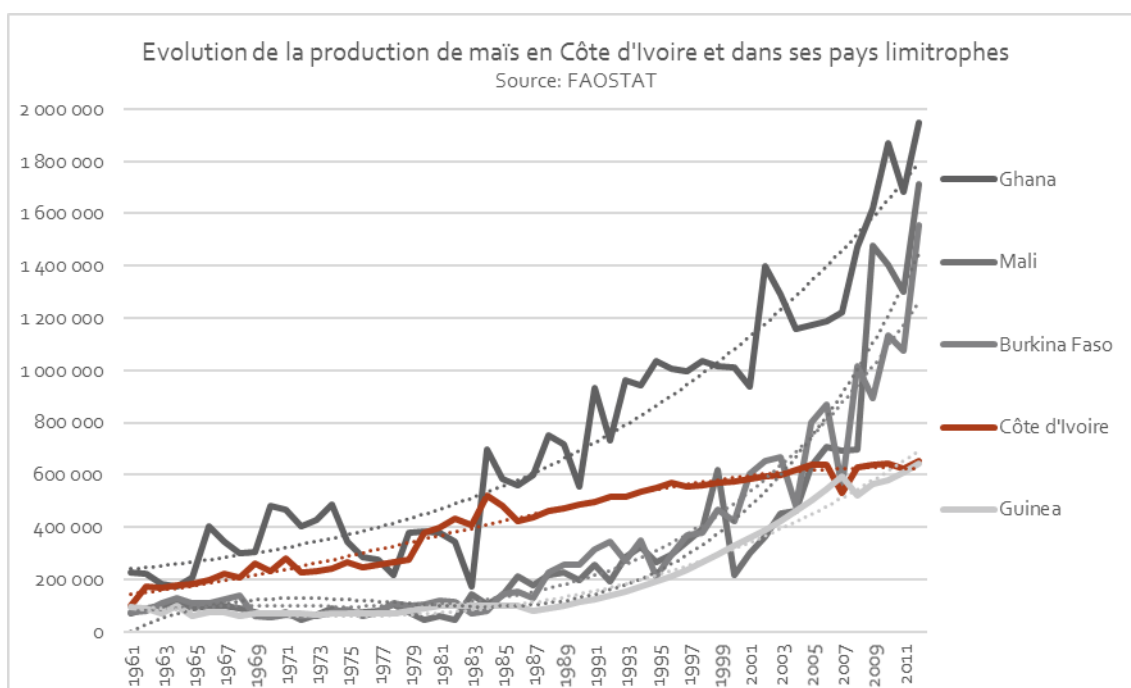
## RESUME DU DIAGNOSTIC DE LA FILIERE MAÏS EN COTE D'IVOIRE

Projet « Redynamiser les productions, l'accès au marché et le conseil agricole pour les filières vivrières et commerciales du Nord de la Côte d'Ivoire ».

### Une production qui évolue en s'adaptant relativement bien à la demande locale

Depuis le XVII<sup>ème</sup> siècle, le maïs est une culture relativement bien implantée du Nord au Sud de la Côte d'Ivoire et qui accompagne, grâce à son potentiel de stockage et à sa forte productivité, la diversification socio-économique, l'urbanisation et le développement d'un commerce vivrier.

En 2014, avec une production nationale de maïs estimée entre 600 000 et 700 000 tonnes/an, la Côte d'Ivoire est à peu près autosuffisante en maïs. Toutefois, d'après les estimations de production de la FAO et comparée à la situation des pays voisins, la filière maïs ivoirienne semble connaître une croissance plutôt lente.



Ce moindre dynamisme peut s'expliquer entre autres par la diversité des produits valorisés dans les pratiques alimentaires ivoiriennes (manioc, igname, riz, plantain) et par un secteur de l'élevage de monogastrique qui a soufferts des années de crise politique. Le peu de soutien public dont bénéficie la filière peut également être considéré comme un frein à l'accroissement de la production comparé à des pays comme le Mali et le Burkina Faso où les intrants destinés au maïs bénéficient de subventions.

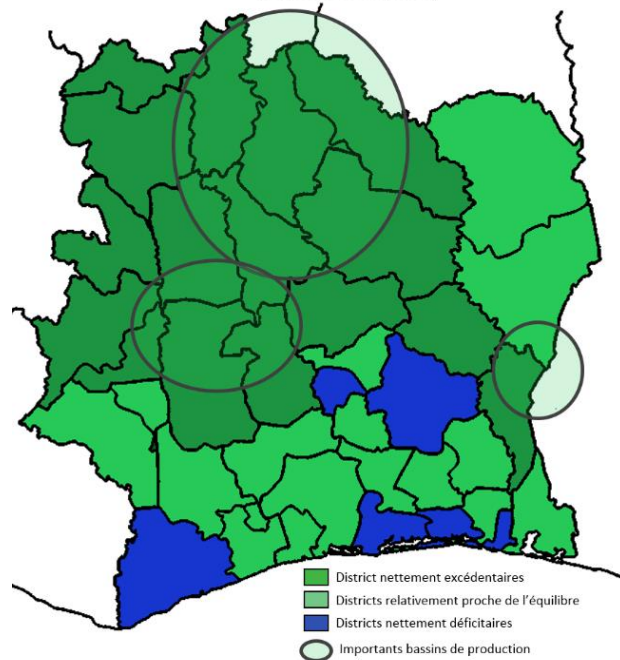
Aujourd'hui, la filière est majoritairement traditionnelle mais reste compétitive et capable de s'adapter à l'évolution de la demande nationale ce qui permet de maintenir dans le pays des prix moyens relativement bas.

Le maïs est presque toujours la deuxième culture la plus pratiquée dans les zones de savane qui constituent le principal bassin de production du pays. La forte complémentarité entre le système de production cotonnier et la production de maïs favorise la croissance de la production dans le quart

Nord-Ouest du pays. Il y est cultivé en culture pure sur plus de 80% des parcelles et est généralement planté en deuxième année après le coton ou le riz.

Au contraire, dans les zones de climat forestier, le maïs en culture pure est plus rare et les producteurs lui attribuent plus souvent la place d'une culture minoritaire associée à des tubercules ou à des productions pérennes pendant leur phase de croissance non productive. Toutefois, deux bassins de production importants existent en zone forestière, il s'agit des régions de Daloa et d'Agnibilekrou où le dynamisme de l'élevage a eu tendance à inciter certains producteurs à s'investir fortement dans le maïs.

**Estimations de la répartition géographique de la production et de la consommation de maïs en Côte d'Ivoire**  
(Source: RONGEAD, 2014)



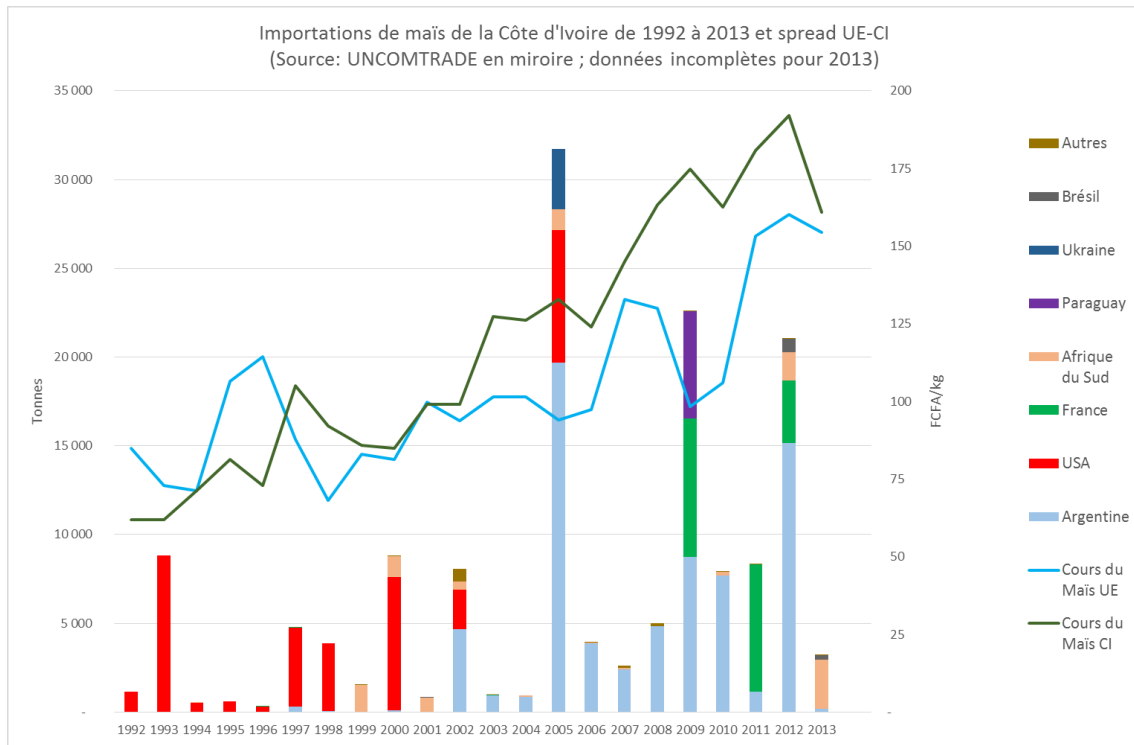
De plus en plus de fournisseurs d'intrants et de firmes semencières s'intéressent à la Côte d'Ivoire pour développer une production de maïs modernisée et plus intensive. Le climat favorable et la possibilité de produire sur deux cycles dans les régions du Centre et du Sud du pays tout comme le dynamisme des agriculteurs ivoiriens donnent à la Côte d'Ivoire un potentiel de gros producteurs de maïs dans la mesure où la demande est suffisante pour maintenir des prix de vente incitatifs.

### **Des avantages comparatifs certains pour la production de maïs en Côte d'Ivoire**

La période de production est relativement longue en Côte d'Ivoire (août à novembre) par rapport aux pays de l'hinterland, ce qui garantit une offre relativement étalée sur l'année et réduit la volatilité des prix.

Un marché local plus sûr se développe depuis ces dernières années. Le débouché principal de la filière est l'alimentation humaine, principalement en autoconsommation en milieu rural mais le marché de l'alimentation animale joue un rôle très influent sur l'équilibre général de l'offre et de la demande car il constitue autour de 25% de la demande nationale et absorbe plus de 55% des surplus commercialisés par les producteurs de maïs. Le développement de la production de maïs se fait donc en parallèle de celui des filières monogastriques et notamment de la filière avicole.

La production ivoirienne de maïs tant traditionnelle que moderne se révèle finalement plutôt compétitives par rapport à celle des grands pays exportateurs (USA, Brésil, Argentine) et les importations de maïs restent très réduites et sont principalement basées sur des besoins particuliers en termes de qualité (brasseries) où sur une gestion des risques d’approvisionnement (conflit, blocages logistiques, achats du PAM) des plus gros industriels de l’alimentation animale. Les importations de maïs ivoiriennes ne dépassent pas 5% de la consommation nationale et peuvent donc être considérée comme relativement marginales.



## Des axes d’amélioration à chaque niveau :

### a) En termes institutionnels

*Augmenter la visibilité/diffusion des résultats de la recherche et des projets de développement agricoles dans la filière maïs*

L’information accessible sur les variétés disponibles, les itinéraires techniques, les pratiques de stockage ou encore les innovations et les recherches finalisées et en cours reste pour l’instant limitée à quelques fiches techniques peu détaillée. L’évaluation des performances des différentes variétés de maïs disponibles, des techniques d’associations de cultures, des cultures de couverture et plus généralement des avancées de la recherche sont jusqu’à aujourd’hui très rares.

La mise en place d’un pôle d’information/communication sur la filière maïs semble un premier pas important pour améliorer l’efficacité des projets publics comme privés dans ce secteur. Cette cellule pourrait être logée au sein de l’Interprofession maïs, du Ministère de l’Agriculture ou encore de l’ANADER. Elle regrouperait et fournirait à la fois les contacts des structures et personnes clés de la filière maïs (chercheurs, techniciens spécialisés, fournisseurs d’intrants, acheteurs, responsables de projets), les études réalisées (Etudes socio-économiques, Evaluations d’impact, Evaluation des performances, Publications scientifiques) et les supports et guides pédagogiques disponibles.

*Associer les Organisations de Producteurs structurées autour de la commercialisation des cultures de rente aux activités de développement du maïs et plus généralement du vivrier.*

La majorité des appuis ciblés sur la filière maïs se fait en partenariat avec des Organisations de Producteurs centrées sur les cultures vivrières. Beaucoup de ces organisations de producteurs ne sont pas des organisations « fortes » à la fois en termes d'implications de leurs membres et en termes des compétences administratives, financières et commerciales.

Même si le mouvement coopératif reste globalement faible en Côte d'Ivoire, il existe des organisations de producteurs relativement bien structurées notamment autour de la filière coton, de la filière cacao ou encore de la filière riz.

Dans un contexte où la majorité des exploitations agricoles est très diversifiée et où le maïs est rarement la principale source de revenus financiers des exploitations, il semble plus stratégique de renforcer la diversification des services fournis par les OP déjà structurées que de pousser l'émergence d'OP spécialisées sur le commerce de vivriers.

Certaines Organisations de Producteurs de coton ont d'ores et déjà commencé à s'impliquer dans l'Interprofession maïs mais inciter une grande partie du mouvement coopératif cotonnier à s'impliquer d'avantage dans la gouvernance de cette filière pourrait être particulièrement efficace pour sa structuration à moyen terme.

De même pour le secteur agro-industriel cotonnier il existe un enjeu majeur à étudier les voies de diversification possible pour les producteurs comme pour l'industrie afin de rendre l'ensemble de l'économie cotonnière plus résiliente et plus compétitive. L'exemple, des sociétés cotonnières Ivoire Coton et SECO dont les groupes mères ont commencé à se diversifier dans la transformation de l'anacarde est intéressant de ce point de vue : grâce à une diversification des cultures poussée par les producteurs et à laquelle les deux groupes (IPS et Olam Ivoire) ont accepté de participer, l'ensemble du secteur est renforcé et les revenus de l'anacarde permettent aux producteurs de financer une partie de leurs investissements dans la culture du coton et augmentent la croissance du secteur. Une telle stratégie pourrait être adoptée sur les céréales (riz et maïs) et sur les protéo-oléagineux (arachide, pois, voire même soja).

#### b) En termes d'amélioration de la production

*Développer la filière semencière en s'appuyant sur le secteur privé*

L'absence de filière semencière dans le secteur du maïs est l'un des principaux facteurs limitants pour l'amélioration des rendements dans le pays. Beaucoup de projets appuient la multiplication de semences et la formation de paysans semenciers sans rapprochement avec un secteur privé, seul à même de faire vivre sur le long terme un réseau de multiplication et de distribution de semences.

Dans un premier temps, il serait intéressant de publier en libre accès et avec une diffusion large un inventaire des variétés agréées disponibles et de leurs grandes caractéristiques et les contacts des sociétés et institutions qui les commercialisent. Cette action permettrait d'aiguiller les investisseurs, les producteurs ainsi que les encadreurs qui travaillent avec les maïsiculteurs.

En parallèle, un appui aux sociétés semencières et aux producteurs semenciers pour le développement de leur réseau de distribution semble primordial afin d'assurer une disponibilité de semences améliorées sur tous les territoires.

Si cette activité incombe avant tout au secteur privé, un appui et une communication (foires, parcelles de démonstration, etc.) facilités par le secteur public, et notamment l'ANADER grâce à son réseau de

terrain, seraient nécessaires afin de favoriser l'implantation durable des semenciers privés sur le territoire.

*Améliorer le système de subventionnement des engrais pour réduire les gaspillages et augmenter les rendements dans le cadre du système cotonnier*

Comme soulevé dans ce diagnostic, les intrants subventionnés distribués par les sociétés cotonnières ont une composition qui n'est pas optimisée pour la production de maïs. Leur niveau de subvention élevé leur permet d'être extrêmement compétitifs sur le marché informel local et rend particulièrement difficile pour les fournisseurs d'intrants la vente d'engrais ciblés pour la production de maïs.

En remplaçant les 20 à 25% d'engrais « coton » fournis par les sociétés cotonnières au titre de leur appui à la production de vivriers par des engrais « maïs » on peut espérer : i) un phénomène de vulgarisation de la différence entre engrais et une amélioration progressive des pratiques en terme d'utilisation des engrais, ii) une amélioration des rendements du maïs de l'ordre de 10 à 20%, iii) une réduction de l'utilisation d'engrais destiné au coton mais utilisé par les producteurs sur leurs parcelles de maïs.

En outre, si les sociétés cotonnières et les Organisations de Producteurs de coton prennent progressivement un rôle de distributeur d'intrants spécifique pour le maïs, on peut espérer i) une réduction du coût des engrais hors subvention pour les producteurs, ii) une augmentation des services rendus par la filière coton aux producteurs, iii) une amélioration de la rentabilité générale des cultures annuelles face aux cultures pérennes (mangue et anacarde) qui peuvent potentiellement à long terme réduire les surfaces disponibles pour la culture du coton.

Il est donc d'après ce diagnostic particulièrement stratégique pour la filière coton ivoirienne de s'orienter dans cette voie.

*Adapter les techniques de formation-conseil au public et aux conditions socio-économiques et pédoclimatiques par une approche plus localisée et plus démonstrative*

La plupart des acteurs de la filière maïs note un manque de supports de formations récents et complets, mais c'est avant tout l'approche de vulgarisation qui semble importante à améliorer.

La grande majorité des interventions se fait autour de fiches techniques et de manière théorique. Face à la diversité des conditions de production et des capacités de compréhension des producteurs, une approche fondée sur la démonstration devrait être privilégiée par toutes les structures intervenant dans la filière.

Les parcelles de démonstrations, mais surtout les « champs écoles », permettent à la fois une meilleure adaptation des formations et des conseils des encadreurs au contexte dans lequel ils interviennent et une expérience visuelle et pratique beaucoup plus marquante pour les producteurs. Certes, leur mise en œuvre est coûteuse et réduit considérablement le nombre de producteurs touchés lors des premiers cycles de formation mais la qualité de la formation reçue permet de lancer des phénomènes de diffusion locale progressive des changements de pratique qui sont beaucoup plus durables et beaucoup plus efficaces.

Enfin, l'encadrement pratique de champs-école permet aux encadreurs d'expérimenter eux-mêmes les limites (agronomiques, économiques et sociales) des innovations disponibles et d'orienter la recherche vers des innovations plus adaptées aux conditions réelles de culture.

En outre, l'encadrement de champs-écoles peut permettre sur le moyen terme d'évaluer les performances des différents types de semences certifiées et favoriser l'amélioration des conseils donnés aux producteurs.

Des collaborations avec les fournisseurs d'intrants peuvent permettre de réduire le coût de mise en place des champs écoles. Plusieurs fournisseurs d'intrants (Yara, Bayer, Callivoire, LDC, etc.) se montrent très intéressés par ce type de démarches collaboratives dans la mesure où des protocoles rigoureux assurent un suivi des parcelles soigné pour des résultats capables de capter durablement l'attention des producteurs.

c) En termes d'amélioration de la commercialisation

*Renforcer le traitement et la diffusion de l'information collectée par le Système d'Information de Marché de l'OCPV.*

Bien que limitée par rapport à d'autres filières, la volatilité des prix n'est pas négligeable dans la filière maïs ivoirienne et génère un important risque lors des choix d'investissement dans la production et dans le stockage.

Le Système d'Information de Marché de l'OCPV dispose d'un bon réseau de collecte malgré la vétusté d'une partie de ses équipements, mais mérite d'être amélioré, d'une part en terme de traitement de l'information afin d'être à même de produire un véritable conseil commercial, et d'autre part en termes de diffusion afin de rendre ses informations et conseils accessibles à la majorité des acteurs de la filière.

Même si l'information de marché ne sera à court terme probablement pas utile à la majorité des producteurs de maïs de Côte d'Ivoire qui ne commercialisent que de petites quantités de maïs, elle peut permettre au niveau de la filière i) une amélioration des équilibres géographiques en termes d'offre et de demande, en favorisant l'approvisionnement des zones déficitaires à une période donnée, ii) de limiter les prises de risques, notamment lorsque des acteurs choisissent de stocker, réduisant ainsi les charges globales de commercialisation qui pèsent sur la filière, iii) d'implanter une compréhension progressive des phénomènes économiques au niveau des producteurs et de leurs organisations pour les aider à rationaliser leurs stratégies d'investissement et de vente.

En particulier, un meilleur suivi de l'évolution des prix du maïs au niveau de la sous-région devrait favoriser une meilleure circulation du produit, augmenter les exportations vers les pays sahéliens et réduire l'amplitude des phénomènes d'envolée ponctuelle et brutale des prix lorsque le marché sous-régional est déficitaire.

*Favoriser la participation de commerçants et d'Organisations de Producteurs ivoiriens aux foires et marchés sous-régionaux afin de renforcer les liens avec les marchés sahéliens*

Beaucoup d'opportunités commerciales pourraient être créées en renforçant les connexions, jusqu'ici limitées à quelques réseaux, entre acteurs des filières céréalières en Côte d'Ivoire et dans la sous-région.

Favoriser des visites de délégations de commerçants de la sous-région sur les plateformes commerciales d'Adjamé et de Bouaké (Marché de Gros) et le départ de délégations ivoiriennes sur les foires et marchés de la sous-région pourraient créer des opportunités commerciales importantes et participer à l'augmentation des échanges sous-régionaux.

Favoriser un stockage groupé au niveau des organisations de producteurs et des organisations d'éleveurs fondé sur les informations de marché fournies par l'OCPV

Beaucoup d'expériences de stockages au niveau des petites et moyennes organisations de producteurs et d'éleveurs se soldent par des échecs en raison d'un manque d'anticipation sur les potentiels de hausse ou de baisse des prix.

Le renforcement de l'analyse de marché et de la diffusion d'informations par le SIM OCPV devrait permettre de réduire fortement ces risques et de renforcer le stockage à l'échelle des producteurs et des utilisateurs finaux, leur permettant d'augmenter leurs marges et leurs investissements.